

N° 02856 du Mardi 03 Octobre 2023

12^{ème} année 500 FCFA

L'ECONOMIE

Quotidien

www.leconomie.info

L'Economie Media Group Tel : (237) 222 23 40 43 Directeur de la publication : Thierry EKOUTI

MBOLO
Par Hervé Fopa Fogang
Dialogue

Les enseignants réunis au sein du mouvement de revendication On a trop supporté (OTS), soutenus par le Syndicat des enseignants du Cameroun pour l'Afrique (SECA) revendiquent à nouveau depuis le 4 septembre 2023...

Page 2

FINANCE WEEK

Ce qu'il faut retenir de la première édition



P 5

ENTREPRISE

La restructuration de la dette de la Sonara se poursuit



Après Vitol et Pstv Dmcc, le trader suisse, Trafigura a signé le 29 septembre 2023, la convention de restructuration de sa dette. Encore trois conventions à signer.

Page 3

PROJETS D'INVESTISSEMENTS

Le Feicom a débloqué 122 milliards Fcfa en faveur des CTD en 5 ans

P 9

OLEG NESTERENKO

« L'accord céréaliier », les sommets du cynisme

Série Pp 10-11



SUD-OUEST

Le préfet de la Meme et la décision qui fait polémique

Chamberlin Ntou'ou Ndong a interdit la circulation des véhicules transportant les fèves de cacao entre Kumba et Mamfé sans escorte des forces de défense. Ce qui n'est pas du goût des transporteurs et des négociants.

Page 9

Edité par L'Économie Média Group

Siège social :
Yaoundé - Cogeni Mvog-ada

Directeur Général et Directeur
de la Publication :
Thierry EKOUTI

695 922 556

Rédacteur en chef :
Hervé Fopa Fogang

Bureau Douala :
Augustin Kamga
696 973 142 / 676 705 694

Chef Service
économie verte :
Jean Daniel Obama

Chef Service économie :
Julie Bilo'o

Rédaction :
Hervé Fopa Fongang,
Jean Daniel Obama,
Julie Bilo'o,
Célestin T. Mbakop,
François Gaël Mbala,

Assistante de direction:
Eba'a Mbia Delphine
Hermine

Commercial et Marketing:
Franck Oyono Owono

Impression
Le Localier Sarl

Infographie :
Lionel ABANDA

Chef service
informaïque
Bengono Zang Joseph

Combien ça coûte ? Les prunes de Cythère

Depuis quelques semaines, les prunes de Cythère communément appelées Cassimango sont visibles dans tous les marchés de la capitale politique camerounaise. Ce fruit jaune, réputé pour sa chair à la fois sucrée et acide, se commercialise sous différentes formes dans les espaces marchands. Dans des brouettes ou encore sur des comptoirs.

Son prix varie selon la qualité. Au marché du Mfoundi, où nous nous sommes rendus le 02 octobre 2023, le fruit abonde sur les comptoirs. Les consommateurs profitent de cette période pour acheter en grande quantité. « C'est mon fruit préféré, j'attends toujours cette période pour en déguster à volonté, aujourd'hui j'ai acheté le seau de cinq litres à 2000 FCFA », nous confie un client.

Selon une revendeuse que nous avons approchée, les af-

faïres se portent bien. « Je trouve mon compte car les prix sont très abordables au niveau des grossistes. Je prends le sac de 50 kg à 5000 FCFA et parfois celui de 100kg à 10000 FCFA, en fonction de la qualité ».

De manière globale, les fruits sont vendus en tas. Un tas de huit fruits à 100 FCFA peu importe le type de cassimango. Tout étant fonction de la grosseur et du goût du consommateur.

Selon les scientifiques, la prune de Cythère agit sur la coagulation du sang, sur la contraction des muscles, sur la solidité des os et des dents. Elle renforce les défenses immunitaires et participe au renouvellement des tissus. Riche en fibres, elle facilite le transit intestinal. Elle contient environ 86% d'eau.

Flore Eloundou
(stg).

MBOLO Dialogue

Les enseignants réunis au sein du mouvement de revendication On a trop supporté (OTS), soutenus par le Syndicat des enseignants du Cameroun pour l'Afrique (SECA) revendiquent à nouveau depuis le 4 septembre 2023, le paiement de plusieurs droits dont le montant cumulé s'élève à plus de 180 milliards de FCFA.

Le 25 septembre 2023, Grégoire Owona, ministre du Travail et de la sécurité sociale devaient avoir une réunion avec les syndicats des enseignants afin de trouver une issue à la grève. Malheureusement, ils ont décliné l'invitation.

« Notons qu'en ne venant pas aux rencontres proposées, l'une la semaine dernière déjà dans les services du Premier ministre, la deuxième ici ; les syndicats des enseignants ont montré par là leur volonté de rompre le dialogue social » a déclaré Grégoire Owona. La situation qui perdure a un impact sur la formation des élèves. Il est temps pour les deux parties de trouver une solution.

Hervé Fopa Fogang



MOBILISATION GÉNÉRALE POUR LE REBOND DE L'ÉCONOMIE

- Au moment où l'on peut tourner le dos à la pandémie covid 19, qui a tué en secouant le monde,
- Au moment où il faut combattre les désordres économiques qui envahissent la planète,
- Au moment où les économies africaines doivent viser l'émergence du continent

Les entreprises et les institutions concernées au Cameroun peuvent y jouer un rôle important, de multiples façons.

Parmi elles, en participant aux grandes manifestations de promotion économique, organisées par mandat du Gouvernement par la Branche Afrique de la Fondation Internationale Inter-Progress, organisme technique spécialisé en événementiel et d'utilité publique.

Il s'agit :

- de la Foire Internationale des Affaires et du Commerce de Douala, FIAC, qui se tiendra sur les larges espaces entourant le Stade de la Réunification à Bépanda Douala du 1^{er} au 12 novembre 2023.
- du Salon International pour l'entreprise, les PME et le partenariat, PROMOTE, qui se tiendra du 17 au 24 février 2024 au Palais des Congrès de Yaoundé avec une partie basse rénovée.

Pour ces deux événements où le savoir-faire des opérateurs économiques au Cameroun doit sans cesse se faire mieux connaître (avec start-up, PME et grandes entreprises), l'organisateur est attentif à la situation de ses partenaires exposants et examinera avec soin toute demande concernant les modalités de participation.

Pierre ZUMBACH
Président

Moïse MBOG
Branche Afrique

Olivier ESSOMBA
Directeur de la FIAC

Philomène Ambadiang
Directrice de PROMOTE

Thierry Ndong
Directeur de la communication

Yaoundé
Montée Mont Febe,
derrière Peace Corps
+237 677 707 679
+237 693 751 866

Antenne Douala
Bali, face Pharmacie de la Côte
+237 675 293 591

info@interprogress.org
www.salonpromote.org
www.fiacdouala.org



ENTREPRISE

La dette de la Sonara vis-à-vis de Trafigura restructurée

La signature de la convention de restructuration a été signée le 29 septembre 2023 à Yaoundé.

Le Cabinet du Ministre des Finances a servi de cadre vendredi dernier, à la signature de la convention de restructuration et de remboursement de la dette de la Société nationale de raffinerie (Sonara), vis-à-vis de la société Trafigura.

Suivant le président du Groupe de travail chargé de la restructuration de la dette de la Sonara, Martial Valery Zang, la restructuration de la dette de Sonara vis-à-vis de Trafigura a respecté les grands principes de la restructuration initialement arrêtés à savoir: l'égal traitement des créanciers bancaires et traders, la prise en compte des dettes consolidées au 31 décembre 2019, la domiciliation des ressources issues de la ligne « soutien à la raffinerie » de la structure des prix des produits pétroliers dans un compte spécial ouvert à la Banque Centrale, la soutenabilité du compte spécial en veillant à ce que les échéances de remboursement ne dépassent pas la capacité réelle du compte spécial, l'élaboration d'un tableau d'amortissement global et individuel pour les deux catégories de créanciers.

Ainsi, le montant de la dette restructurée de la société Trafigura est de 14,5 milliards FCFA pour une durée de remboursement de la dette restructurée de 10 ans. Avec un taux d'intérêt de restructuration de 5,5% HT. Il faut dire que le 22 septembre 2022 et



le 26 janvier 2023, l'Etat a signé des conventions similaires avec Vitol et PSTV DMCC.

D'autres conventions en vue

«La signature de ce jour avec Trafigura se situe dans la continuité du parachèvement du processus de restructuration de la dette de la Sonara dans son volet restructuration des dettes vis-à-vis des traders qui va s'achever en octobre 2023, par la conclusion de 3 autres conventions avec les traders Mercuria Energy, Trading, Petra Energy et Addax Energy», a déclaré Louis Paul Motaze lors de la signature de la convention.

Il a ajouté : « je puis dire, à ce stade, que le mécanisme mis en place par le gouvernement pour garantir la restructuration des dettes bancaires et traders de la Sonara, à savoir l'insertion dans la structure des prix des produits pétroliers d'une ligne de

L'incendie survenu le 31 mai 2019 a occasionné l'arrêt de l'activité de raffinage de la Sonara, puis limité considérablement sa capacité à honorer ses engagements évalués à environ 1000 milliards FCFA au 31 décembre 2019

soutien à la raffinerie d'un montant de 47,88 FCFA par litre, destinée principalement à financer le remboursement desdites dettes, ainsi que sa sécurisation dans un compte spécial du trésor public logé à la Banque Centrale est fonctionnel et efficace, dans la mesure où il n'a enregistré aucun cas de défaut à ce jour ».

L'incendie survenu le 31 mai 2019 a occasionné l'arrêt de l'activité de raffinage de la Sonara, puis limité considérablement sa capacité à honorer ses engagements évalués à environ 1000 milliards FCFA au 31 décembre 2019, dont 374 milliards FCFA au titre de la dette des fournisseurs de pétrole brut et des produits pétroliers. C'est le 12 décembre 2019, que Louis Paul Motaze, ministre des Finances avait mis en place un groupe de travail chargé de restructurer les dettes bancaires et traders de la Sonara.

Hervé Fopa Fogang

FORMATION PROFESSIONNELLE

Les stages académiques désormais obligatoires

Joseph Dion Ngute a prescrit au Minefop de mener des diligences afin que le Cameroun retrouve sa souveraineté économique.

Joseph Dion Ngute, Premier ministre chef du gouvernement a présidé le jeudi 28 septembre 2023 à Yaoundé, les travaux du conseil de cabinet dans l'auditorium de ses services à Yaoundé. L'ordre du jour portait entre autres, sur l'exposé du ministre de l'Emploi et de la formation professionnelle (Minefop), Issa Tchiroma Bakary, sur « les préparatifs et les perspectives de l'année de formation 2023-2024 ». Lors des travaux de jeudi dernier à Yaoundé, après lui avoir rappelé que « la formation professionnelle est érigée au rang de priorité nationale », Joseph Dion Ngute a prescrit au Minefop de mener des diligences afin que la formation professionnelle soit cet instrument qui va permettre au Cameroun de conquérir sa souveraineté économique. « Elle nous permet de relever le défi de la lutte contre la pauvreté en créant des richesses. Elle nous permet de relever le défi du chômage

et du sous-emploi en créant des emplois. Le chef de l'Etat a attiré notre attention sur le fait que nous consommons ce que nous ne produisons pas et nous produisons ce que nous ne consommons pas », a rappelé Issa Tchiroma Bakary. L'on a appris qu'en ce qui concerne l'année de formation 2023-2024, le début des activités est fixé au lundi 16 octobre 2023, avec comme particularité l'introduction des apprentissages en cours du soir. Le programme de formation s'articulera autour de plusieurs axes : l'orientation professionnelle ; la pédagogie active ; les stages obligatoires en milieu professionnel et les bilans de compétences qui intègrent les évaluations. Un stage professionnel est une mesure d'insertion professionnelle, organisée sous la forme d'un emploi à durée déterminée dans une entreprise privée ou une administration publique. L'objectif est de favoriser l'insertion professionnelle des bénéficiaires, par l'acquisition d'une expérience professionnelle, au sein d'une entreprise, adaptée au projet professionnel et à l'objectif de placement, l'acquisition et/ou la remise à nouveau de compétences professionnelles, la mise en contact avec des employeurs potentiels.



Le début des activités est fixé au lundi 16 octobre 2023, avec comme particularité l'introduction des apprentissages en cours du soir.

Selon la loi de juillet 2018, le champ de la formation professionnelle est constitué de l'ensemble des formations post-éducation de base, assurées soit par les structures publiques, soit par les structures privées agréées par l'État. Elle vise à donner aux apprenants et aux apprentis des savoirs, des habilités et des aptitudes nécessaires à l'exercice d'un métier et/ou permettant l'accès à un emploi.

Jean Daniel Obama

PROJETS ROUTIERS À YAOUNDÉ 5 ET 7

800 millions FCFA pour indemniser les populations impactées

L'objectif est de permettre aux travaux de se poursuivre sereinement dans ces deux communes de la ville de Yaoundé.

Les populations impactées par les travaux de projets routiers dans les communes de Yaoundé 5 et 7, vont recevoir une indemnisation de 800 millions FCFA. C'est ce qui ressort de la réunion d'élaboration du projet de budget de la mairie de la ville de Yaoundé, tenue le 27 septembre 2023 à l'hôtel de ville. L'annonce a été faite par Luc Messi Atangana, le « super maire » de la capitale politique. L'objectif est de permettre aux travaux de se poursuivre sereinement dans ces deux communes de la ville de Yaoundé, au moment où le problème d'indemnisation constitue l'un des freins à la bonne exécution des chantiers d'infrastructures au Cameroun. L'on a également appris de Luc Messi Atangana que cette session a



en effet permis d'adopter le projet de délibération portant autorisation de l'ouverture des crédits au budget de l'exercice 2023 pour les indemnités liées au Projet de développement des villes inclusives et résilientes (Pdvir) dans les communes susmentionnées. L'objectif du Pdvir est d'avoir un impact positif sur l'emploi des individus habitant les quartiers bénéficiaires en rapprochant les actifs du bassin d'emploi mais aussi en générant des emplois à l'intérieur

Le raccordement au réseau d'électricité favorise le commerce de services et de vente de matériel électrique.

du quartier. Le désenclavement des quartiers par l'aménagement de voies secondaires peut diminuer les coûts liés à la recherche d'emploi, rendre plus accessible l'information sur les offres d'emplois, et exercer ainsi un impact positif sur le taux de chômage.

Selon les prévisions du Ministère de l'Habitat et du développement urbain (Minhdu), plusieurs composantes du programme sont par ailleurs susceptibles de générer de l'activité à l'intérieur des quartiers. L'aménagement des voies secondaires, en développant le trafic à l'intérieur du quartier, favorise le développement d'activités commerciales le long de ces voies, avec le risque toutefois que les habitants des quartiers ne soient pas les détenteurs de ces commerces.

Le raccordement au réseau d'électricité favorise le commerce de services et de vente de matériel électrique. Enfin, une partie des jeunes ayant bénéficié de la formation professionnelle sera à même de saisir les opportunités d'emplois.

Jean Daniel Obama

PROJETS D'INVESTISSEMENTS

Le Feicom a investi 122 milliards de Fcfa pour les CTD en 5 ans

C'est l'une des informations qui ressort de l'interview accordée de Georges Elanga Obam, ministre de la Décentralisation et du développement local (Minddevel) à la chaîne de télévision nationale.



Dans une interview réalisée par la chaîne de télévision nationale, le ministre de la Décentralisation et du développement local (Minddevel), Georges Elanga Obam dresse un bilan des activités du Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunautaire, sur la période allant de 2018 à 2023 (5ans). Ainsi, l'on apprend que, le Feicom, la banque des Collectivités territoriales décentralisées (CTD) camerounaises a mobilisé une enveloppe totale d'à peu près 122 milliards de Fcfa sur la période sus-évoquée. Si pour le moment le gouvernement

ne lève pas le voile sur la répartition précise de cet argent, l'on sait tout de même que les financements octroyés par la structure que dirige Philippe Camille Akoa sont principalement répartis dans les secteurs tels que : les infrastructures de base, les équipements socio-collectifs, les infrastructures et équipements marchands, les infrastructures génératrices de revenus et équipements utilitaires. Autres données toujours ressorties de cette interview concernant la hausse de la dotation générale de la

Toujours dans cette même lancée, l'on apprend que dans environ trois mois, les Collectivités territoriales décentralisées auront des services de police municipale qui fonctionnent.

décentralisation depuis 2010, «entre 2010 et 2018, la dotation générale de la décentralisation variait entre 5 et 7 milliards de Fcfa. En 2019, elle est passée à 36 milliards de FCFA. A partir de 2022, elle est passée à 242 milliards de Fcfa », a révélé Georges Elanga Obam. Toujours dans cette même lancée, l'on apprend que dans environ trois mois, les Collectivités territoriales décentralisées auront des services de police municipale qui fonctionnent.

Indiquons que ces données révèlent l'importance du Feicom dans le dispositif public de développement local. En effet, en plus de permettre aux exécutifs municipaux de travailler dans de bonnes conditions, notamment au moyen de la construction et l'équipement des hôtels de ville, les financements du Feicom permettent également aux communes de se doter de certaines infrastructures sociocommunautaires (marchés, gares routières, adduction d'eau, éclairage public, etc).

Emilienne Nseme

VENTE PROMOTIONNELLE

Un accent sur les produits locaux

Les produits concernés sont ceux issus de l'agriculture et de l'élevage

La politique de l'import-substitution sera désormais appliquée dans les campagnes de vente promotionnelle des produits de grande consommation que mène le gouvernement.

Le ministre du Commerce (Mincommerce), Luc Magloire Mbarga Atangana, a effectué en date du 29 septembre 2023, une visite sur les 5 sites de vente promotionnelle des produits de grande consommation, installés dans la ville de Yaoundé. Lors de cette prise de température, le Mincommerce s'est non seulement dit satisfait de la réduction des coûts des produits au bénéfice des consommateurs, mais aussi recommandé plus d'effort aux opérateurs économiques. Car, dit-il, cette opération, « avant d'être commerciale, est d'abord sociale ».

Aussi, rappelant le contexte de l'initiative, Luc Magloire Mbarga Atangana a précisé que la démarche de l'Etat du Cameroun est de protéger sa population contre la crise inflationniste qui sévit dans le monde. « Nous sommes allés recueillir quelques échos des consomma-

teurs. Parce qu'il faut bien qu'on se fixe l'objectif de cette opération. C'est une opération prescrite par la très haute hiérarchie au bénéfice des populations. Avant d'être commerciale, elle est d'abord sociale. Point besoin de vous rappeler le contexte international, qui fait que le prix des produits monte de façon indéfinie. Et en même temps, les Etats mettent en place des politiques protectionnistes. Chacun veut préserver sa population. C'est donc dans ce sens que le chef de l'Etat nous a prescrit, avec ce dont nous disposons, que cela soit au service prioritaire, et de manière directe aux consommateurs, sans intermédiaires », a-t-il déclaré.

Mettre en avant les produits locaux

Partant du constat selon lequel les rayons les plus fréquentés dans les campements de vente promotionnelle, sont ceux qui abritent les produits du terroir, le ministre du Commerce a fait savoir que le gouvernement entend mettre un accent sur ces derniers pour encourager la production locale notamment en ce qui concerne « les produits du cru, que ce soit les produits d'élevage ou produit de l'agriculture ». « Et donc nous allons mettre l'accent effecti-



L'idée c'est d'étendre ces points de vente à tous les arrondissements de manière à ce qu'on arrive à donner sens au concept de proximité

vement sur ses produits locaux. C'est une opération au long court. Cela veut dire que nous ne faisons pas du ponctuel. Nous essayons d'installer ces points sur la durée. Mais la durée ne peut durer que si les consommateurs montrent de l'intérêt », a renseigné le Mincommerce.

Et de conclure « nous allons continuer en amplifiant. En ce qui concerne la ville de Yaoundé, pour l'instant, nous sommes sur 5 points. L'idée c'est d'étendre ces points de vente à tous les arrondissements de manière à ce qu'on arrive à donner sens au concept de proximité ».

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

25 milliards de Fcfa en faveur des régions en crise

C'est dans le cadre du Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire (Pulcca) que le Programme alimentaire mondial (PAM) a bénéficié de ce concours financier du gouvernement camerounais.

L'insécurité alimentaire au Cameroun est une problématique qui préoccupe fortement le gouvernement et ses partenaires techniques et financiers. Elle est d'autant plus prégnante ces dernières années, à cause des conflits internes, mais aussi externes auxquels est confronté le pays. Pour y faire face, une convention a été signée le vendredi 29 septembre 2023 entre le ministre de l'Agriculture et du développement rural (Minader), Gabriel Mbairobé et la directrice pays PAM-Cameroun, Wanja Kaaria, à Yaoundé. Objectif, réduire l'insécurité alimentaire. « Ce sont 25 125 645 185 FCFA que le projet met à la disposition du PAM », a renseigné le représentant



du gouvernement. Cette enveloppe est destinée au financement du Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire (Pulcca), qui s'étend sur une durée de trois ans. Dans sa déclinaison, il envisage toucher environ 260 000 personnes vulnérables et enfants, victimes des crises sociopolitiques, dans les régions du Nord-ouest, Sud-

Elle est d'autant plus prégnante ces dernières années, à cause des conflits internes, mais aussi externes auxquels est confronté le pays.

ouest, Extrême-nord, Est et Adamaoua. « Nous espérons qu'avec cet organisme qui a une expérience avérée, nous aurons des résultats concrets : la résolution de l'insécurité alimentaire au moins à 90% », a précisé le coordonnateur du Pulcca, Ndzomo Abanda.

De façon plus concrète, le Pulcca intervient dans un contexte marqué par des tensions inflationnistes et d'insécurité alimentaire. Il vise à : favoriser en amont, la stabilisation alimentaire et nutritionnelle en réponse à des chocs ; renforcer l'adoption de modes de production climato-intelligents par les petits exploitants ; soutenir la capacité du gouvernement à suivre et coordonner la réponse à la crise alimentaire, au moyen notamment des systèmes numériques et d'information innovants. Enfin, le projet a aussi pour objectif de renforcer la résilience économique, climatique et communautaire à long terme et de contribuer à améliorer la productivité et l'accès aux marchés dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Emilienne Nseme

SECTEUR MINIER

Plus de 434 millions FCFA pour la structuration

La cérémonie de signature de la lettre d'accord matérialisant l'accompagnement de la Facilité Africaine de Soutien Juridique en faveur du Cameroun, s'est tenue le 26 septembre 2023 à Yaoundé.

Le 26 septembre dernier, les ministres de l'Économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat), Alamine Ousmane Mey, des Mines, de l'industrie et du développement technologique (Minmidt), Fuh Calistus Gentry et le Directeur de la Facilité Africaine de Soutien Juridique (Alsif), Olivier Pognon, ont paraphé un accord visant à renforcer le cadre juridique du secteur minier au Cameroun.

Conformément aux termes de cet accord d'assistance, l'enveloppe allouée à cet effet se chiffre à 700 000 dollars, soit un peu plus de 434 millions de Fcfa pour la structuration dudit secteur. Elle est répartie en deux principaux lots. Il s'agit d'une part d'un montant de 300 000 dol-

lars, soit un peu plus de 186 millions de Fcfa permettant de couvrir les activités de renforcement des capacités et d'autre part d'un don de 400 000 dollars, soit un peu plus de 249 millions de Fcfa destinés aux services de conseils liés au projet rutilé d'Akonolinga.

Par ailleurs, la concrétisation de cet accord entre les parties prenantes qui fait suite à la requête formulée au mois de juin 2022 par l'État du Cameroun, se présente comme un programme d'assistance constitué de 4 axes d'intervention.

« Il s'agit d'abord de l'examen du cadre juridique, réglementaire et institutionnel applicable au secteur minier camerounais, avec notamment une analyse comparative des régimes applicables dans certains pays africains et du monde ; après de l'élaboration d'une « boîte à outils » comprenant des documents juridiques standardisés, adaptés au secteur minier camerounais et conformes aux meilleurs standards internationaux », indique-t-on au Minepat.

Ensuite, « du renforcement des capacités, avec en ligne de mire le développement et l'organisation d'un atelier de formation dans le but de renforcer les capacités juridiques



Conformément aux termes de cet accord d'assistance, l'enveloppe allouée à cet effet se chiffre à 700 000 dollars, soit un peu plus de 434 millions de Fcfa pour la structuration dudit secteur.

des responsables gouvernementaux et fonctionnaires camerounais en matière de structuration, négociation et mise en œuvre des projets du secteur minier; et enfin de l'assistance au Gouvernement dans le cadre de la négociation de la convention minière relative au projet de rutilé d'Akonolinga ».

Emilienne Nseme

CAMEROUN-AIEA

Un programme cadre national mis sur pied

L'accord a été signé le 27 septembre 2023 entre le ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation (Minresi) Madeleine Tchuinté et Hua Liu, Directeur général adjoint de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).



Le mercredi 27 septembre 2023, le Minresi et le Directeur général adjoint de l'AIEA, chargé de la Coopération Technique, ont signé, à Vienne en Autriche, le Programme Cadre National (PCN) pour la période 2024-2029. Il s'agit en principe d'un document de stratégie d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire que l'Agence signe avec les Etats membres. Le Cameroun, à travers cet accord, a identifié au total, neufs domaines priori-

taires notamment la santé humaine (la lutte contre le cancer); la santé animale (lutte contre les zoonoses et les maladies transfrontalières); la radioprotection, la sécurité nucléaire, la sécurité alimentaire; la gestion des ressources en Eau; la recherche et la formation en

Le Cameroun, à travers cet accord, a identifié au total, neufs domaines prioritaires

sciences et techniques nucléaires.

Un PCN est un cadre de référence pour la planification à moyen terme de la coopération technique entre un État Membre et l'AIEA. Il identifie les domaines prioritaires dans lesquels le transfert de technologie nucléaire et les ressources de coopération technique seront orientés pour soutenir les objectifs de développement nationaux.

La signature de ce Programme Cadre National s'est faite en marge de la 67ème Conférence Générale de l'AIEA. Elle constitue une avancée et un acquis important dans la coopération scientifique et technique entre le Cameroun et cet organisme du Système des Nations Unies. Le Cameroun est un État membre de l'AIEA depuis le 13 juillet 1964. Ce partenariat couvre la période allant de 2024 à 2029.

François Gaël Mbala

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET BIODIVERSITÉ

Yaoundé accueille le 3^e Forum national

L'évènement organisé par le Syndicat des Énergies renouvelables du Cameroun se tiendra du 27 au 28 décembre 2023.

En se substituant aux énergies fossiles, les énergies renouvelables sont incontestablement un puissant levier pour freiner le réchauffement climatique. Nécessitant de nouvelles infrastructures, ces énergies interagissent avec l'environnement, et en particulier sur le vivant qui traverse une sixième extinction de masse.

Comment alors, le déploiement des énergies renouvelables peut-il répondre à cette double crise, à la fois du climat et de la biodiversité ? Comment concilier développement des EnR et préservation de la biodiversité ?

Le Syndicat des Energies re-

nouvelables du Cameroun se propose de donner des orientations à ces problématiques, le temps de la troisième édition du forum national des Énergies Renouvelables et de la biodiversité qui se tiendra en décembre prochain à Yaoundé. Placé sous le thème « L'Opposition entre énergies renouvelables et biodiversité », il sera question au terme des échanges, de formuler des propositions en lien avec la transition énergétique, l'adoption d'un mix énergétique, les défis de la transition énergétique, la différence entre mix électrique et mix énergétique...

Plus de 250 participants sont attendus à cet événement qui vise à faire un état des lieux des connaissances sur les impacts des énergies renouvelables sur la biodiversité mais aussi et surtout les solutions apportées par les filières pour minimiser ces impacts et promouvoir de potentiels béné-



il sera question au terme des échanges, de formuler des propositions en lien avec la transition énergétique, l'adoption d'un mix énergétique, les défis de la transition énergétique, la différence entre mix électrique et mix énergétique...

fices.

Un éclairage sur les pratiques à l'échelle nationale et sur le rôle du droit dans l'équilibre entre EnR et protection des espèces permettront également d'alimenter les échanges.

SUD-OUEST

Le préfet de la Meme et la décision qui fait polémique

Chamberlin Ntou'ou Ndong a interdit la circulation des véhicules transportant les fèves de cacao entre Kumba et Mamfé sans escorte des forces de défense. Ce qui n'est pas du goût des transporteurs et des négociants.



Ntou'ou Ndong Chamberlin, Préfet du département de la Meme dans la Région du Sud-Ouest a interdit la circulation des véhicules transportant les fèves de cacao entre Kumba et Mamfé sans escorte des forces de défense. Cette mesure apprend-on est due aux nombreuses attaques des sécessionnistes contre les véhicules transportant du cacao sur la route nationale n°8 entre Kumba et Mamfé. Contacté par le quotidien l'Économie, le préfet de la Meme souligne que cette mesure a pour objectif de

lutter contre le financement des ambazoniens. Il révèle que le cacao est la première source de financement de ceux-ci. Car les opérateurs de la filière cacao « payent jusqu'à 500 000 FCFA aux ambazoniens pour le pass ».

La décision de faire escorter les véhicules transportant les fèves de cacao par les forces de défense souligne le préfet de la Meme, va « stopper une source importante de financement des activités terroristes ». Cette décision du préfet suscite la po-

lémique. Les chauffeurs de camions et la plupart des négociants (environ 80) affirment que la décision du préfet les met en difficulté face aux combattants séparatistes. « Conduire en compagnie d'une escorte de sécurité nous vaudra d'être étiquetés comme jambes noires et on pourra être plus tard la cible des ambazoniens » souligne un conducteur de camion qui a souhaité garder l'anonymat.

Le cacao étant périssable, les négociants soulignent que les retards susceptibles de se produire pendant l'attente des escortes de sécurité affecteront la qualité du produit. Pour eux, si cette mesure du préfet n'est pas annulée, déstabilisera le commerce du cacao dans la région du Sud-Ouest. La décision du préfet de la Meme intervient dans un contexte où le gouvernement a interdit les exportations de cacao vers le Nigeria. Affaire à suivre.

Le cacao étant périssable, les négociants soulignent que les retards susceptibles de se produire pendant l'attente des escortes de sécurité affecteront la qualité du produit.

Hervé Fopa Fogang

CANAL+



**NOUVELLE SERIE INEDITE DU CONTINENT
A PARTIR DU 28 AOÛT UNIQUEMENT SUR A+**

85 56
CANAL+ CAMEROUN

FINANCE WEEK

Les grands moments de la première édition

L'évènement s'est tenu du 29 septembre au 1^{er} octobre 2023 à Bangou.

Les rideaux sont définitivement tombés sur l'édition 2023 de la Finance week. L'évènement tenu entre le 29 septembre et le 1er octobre 2023 a permis aux acteurs économiques et financiers d'échanger sur l'épargne longue notamment, en faisant un état des lieux au Cameroun et dans la sous-région Cemac, tout en relevant les contraintes mais surtout de proposer des pistes qui pourraient améliorer la tendance. Au-delà des échanges, les travaux ont été ponctués de plusieurs autres articulations notamment la remise des trophées, dont celui de la personnalité Ecomatin de l'année 2022.

Ce dernier prix a été attribué à Jean Paulin Fonkoua, président du Conseil d'administration de Afriland First bank. Il a été choisi parmi un échantillon de personnalités pour son œuvre, son abnégation et surtout ses compétences professionnelles dans l'économie et la finance, au cours d'une année. Le prix lui a été remis des mains du

promoteur de l'évènement, Emile Fidiéck, au soir du 30 septembre 2023 à Bangou, dans la région de l'Ouest.

«C'est un sentiment de gratitude, de fierté, c'est le travail d'un certain nombre de décentes et d'un ensemble de personnes qu'on ne voit pas toujours, puisse être reconnu et récompensé. Il est peut-être facile d'arriver au sommet mais il est très difficile de se maintenir. Nous ne dormons pas sur nos lauriers, le prix qui a été décerné est un appel à plus d'effort. Si nous travaillions 1h par jour nous irons au-delà de manière à nous assurer que nous allons engranger d'autres parts de marchés. Pour le faire, il s'agit de donner à la clientèle les réponses à leurs attentes et parmi ces attentes, il y a les différents thèmes que nous avons évoqués tout au long de cette Finance week. Les réponses apportées à ces différents thèmes, vont nous permettre de développer nos parts de marchés », s'est exprimé le PCA d'Afriland First Bank.

D'autres activités ont marqué cette journée. Dans la matinée, des thématiques ont été développées autour du thème central de l'évènement, «Marché financier et épargne : comment drainer efficacement les res-



La Finance week c'était aussi la remise des awards aux meilleures banques en 2022, dans le cadre de la deuxième édition du « Classement Ecomatin ».

sources longues ».

La Finance week c'était aussi la remise des awards aux meilleures banques en 2022, dans le cadre de la deuxième édition du « Classement Ecomatin ». Ici, ce sont 15 banques qui se sont distinguées dans les dix catégories retenues. Toutefois, il faut noter que Afriland First bank est la banque qui a reçu le plus de distinctions avec 3 prix dans ce classement auquel on pourrait ajouter celui de la personnalité Ecomatin de l'année 2022.

Julie Bilo'o

EMILE FIDIECK, PROMOTEUR FINANCE WEEK

«Beaucoup de choses ont très bien marché»

Il fallait sortir de notre zone de confort éditoriale.

Le témoin que nous sommes est bien placé pour être acteur. Dans ce sens, nous avons voulu à travers la Finance week mettre en place un cadre de rencontres, de lobbying, de concertation qui permette de murir les réflexions sur des thématiques que nous-mêmes traitons aussi en rédaction. L'objectif c'est de permettre aux acteurs du marché, aux acteurs économiques de se rencontrer pour discuter, pour



faire avancer les réflexions sur des thématiques qui in-

fluencent le marché en une année donnée.

Les moments les plus difficiles ont été que les partenaires puissent croire en moi. Finance week c'est pas une marque déjà connue. Il était difficile pour des acteurs économiques qui sont chargés de boulot de se rendre ici. Il y avait un doute chaque fois que je rencontrais quelqu'un. Il y a eu des difficultés d'adaptation, financières».

Propos recueillis par
Julie Bilo'o

« L'ACCORD CÉREALIER ». LES SOMMETS DU CYNISME

Si dans l'antiquité le terme « cynisme » était directement associé à l'école philosophique grecque d'Antisthène qui prônait des valeurs telles que l'humilité, la vertu et la sagesse - soit parfaitement saines - notre époque n'a rien retenu du passé et a transformé ce noble terme qu'en mépris profond et qu'en absence de morale.

Le mépris et l'immoralité, jumelés à une profonde hypocrisie, devenus des normes dans le monde politique actuel - on les retrouve pleinement aujourd'hui dans le cadre de l'une des plus importantes machinations de la dernière décennie organisée par les décideurs du monde Occidental : « l'Initiative pour le transport sécuritaire des céréales et des aliments à partir des ports ukrainiens », plus communément connue comme « l'Initiative céréalière de la mer Noire » ou « l'Accord céréalière ».

Afin de comprendre la réalité et d'avoir une vision claire de « l'Accord céréalière » en question, voyons les éléments, d'une part, visibles et largement diffusés auprès de l'opinion publique mondiale et, d'autre part, ceux soigneusement dissimulés, car en totale opposition avec la partie visible de l'iceberg : les véritables répercussions préméditées des sanctions occidentales antirusse vis-à-vis du marché mondial des céréales, légumineuses et engrais agricoles ; le rôle réel des céréales ukrainiennes et russes sur la scène internationale ; les réels rapports ukraïno-occidentaux dans le cadre de « l'Accord céréalière » et le rôle-clé sous-jacent des grands groupes occidentaux.

Le rappel des faits

Dès le déclenchement de « l'opération militaire spéciale » russe en Ukraine (terme emprunté par les Russes aux Américains qui l'utilisent depuis des décennies), le 24 février 2022, les côtes ukrainiennes de la mer Noire sont devenues la zone des hostilités, empêchant ainsi le bon déroulement des exportations par voie maritime des denrées alimentaires ukrainiennes. Craignant le débarquement des Russes, l'Ukraine a miné ses eaux côtières, rendant ainsi la circulation maritime impossible.

Le monde occidental américano-centrique s'est immédiatement « révolté », accusant la Fédération de Russie de vouloir provoquer la famine à l'échelle mondiale, en prenant en otage les pays les plus pauvres, vu que l'Ukraine est considérée comme l'un des principaux exportateurs de céréales au monde. Charles Michel, le président du Conseil européen, a parfaitement résumé la position occidentale dans sa déclaration datant de début juin 2022 : « La Russie est la seule responsable de cette crise alimentaire ! ».

En ne négligeant pas le rôle de l'Ukraine vis-à-vis du marché céréalière mondial, dont le pays a, notamment, été le principal fournisseur de blé au Liban, à hauteur de 80%, et afin d'assurer la continuation des exportations des denrées alimentaires ukrainiennes, le 22 juillet 2022, la



Le monde occidental américano-centrique s'est immédiatement « révolté », accusant la Fédération de Russie de vouloir provoquer la famine à l'échelle mondiale, en prenant en otage les pays les plus pauvres, vu que l'Ukraine est considérée comme l'un des principaux exportateurs de céréales au monde.

Russie a pris des engagements vis-à-vis de l'ouverture et de la sécurisation d'un couloir maritime dans la mer Noire, ouvert pour l'Ukraine sous le contrôle conjoint de la Turquie et de l'ONU qui devaient assurer sa non utilisation par l'Ukraine à des fins militaires.

Un an après, le 18 juillet 2023, la Russie a stoppé sa participation dans « l'Initiative céréalière de la mer Noire » d'une manière unilatérale et les exportations céréalières ukrainiennes via la mer Noire ont pris fin.

L'indignation du monde Occidental

Le jour même, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne a condamné la décision de Moscou : « Je condamne fermement la décision cynique de la Russie de mettre fin à l'initiative céréalière de la mer Noire, malgré les efforts des Nations unies et de la Turquie. L'UE s'efforce de garantir la sécurité alimentaire des populations vulnérables de la planète ».

L'ambassadrice américaine à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield s'indigne : « La Russie joue à des jeux politiques [...] et prend l'humanité en otage » et condamne « acte de cruauté ». De son côté, Jake Sullivan, conseiller du président Joe Biden, déclare : « La Russie a tourné le dos à la fourniture aux pays du Sud, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie la nourriture indispensable à des prix abordables ». Le secrétaire d'État américain Anthony Blinken qualifie d'immoral le retrait de la Russie de l'initiative de la mer Noire. À son avis, tous les pays du monde devraient voir que la Russie est « responsable du refus de nourriture aux personnes qui en ont désespérément besoin dans le monde entier ».

Le porte-parole de Rishi Sunak, premier ministre britannique, annonce : « si la Russie ne renouvelle pas l'accord, elle privera des millions de personnes d'un accès vital aux céréales ». Hanke Bruins Slot, Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, condamne à son tour : « Utiliser la nourriture comme arme (contre les pays pauvres) » est « immoral ». La porte-parole adjointe du gouvernement allemand, Christiane Hoffmann a appelé Moscou à « ne pas faire supporter les conséquences de ce conflit par les plus pauvres de la planète ». Le président français, Emmanuel Macron, déclare que Poutine a commis « une énorme erreur » et que « nous voyons très clairement que la Russie a décidé (...) d'affamer des pays déjà en difficulté (...) la Russie doit cesser son chantage sur la sécurité alimentaire mondiale ».

Le portugais Antonio Guterres, Patron actuel de l'ONU, annonce de son côté : « Des centaines de millions de personnes font face à la faim. Ils vont en payer le prix ». Guère besoin de rajouter d'autres citations pleines de nobles motivations et d'indignations venues du fond des âmes révoltées des responsables politiques occidentaux : la liste est très longue et parfaitement unanime dans sa condamnation de « la barbarie de la Rus-

sie qui a décidé d'affamer la planète ». Après avoir contemplé en détail les déclarations de ceux qui se déclarent faire partie du « camp du bien face au mal », voyons en détail la réalité. La réalité qui est à l'opposé des déclarations et qui démontre sans équivoque que l'intégralité des indignations évoquées n'est qu'une forme de dégénérescence morale et de cynisme jumelés à une profonde hypocrisie.

Les termes de « l'Accord céréalière »

En parlant de « l'Accord céréalière », de quoi s'agit-il exactement ? Cet accord était le produit d'une négociation quadripartite sur les exportations de céréales et autres produits agricoles ukrainiens depuis les trois ports de la mer Noire : d'Odessa, de Tchernomorsk et de Ioujniy. Négociation, suivie d'une signature du document en deux volets, le 22 juillet 2022, d'une part, par la Russie, la Turquie et les représentants de l'ONU et, d'autre part, par l'Ukraine, la Turquie et l'ONU. Comme mentionné auparavant, la Russie s'est engagée à ouvrir un couloir maritime sécurisé permettant le passage des navires marchands entre lesdits ports ukrainiens et le détroit du Bosphore en Turquie. De l'autre côté, les représentants de l'ONU, de la Turquie et de la Russie s'engagent à inspecter les navires transportant des céréales et à garantir qu'ils ne transportent pas de munitions ni d'armes à destination de l'Ukraine.

Cela étant, les éléments énumérés ne sont que la première partie de l'accord signé. Il existe également, en contrepartie, le deuxième volet de l'accord : « le Protocole d'accord entre la Fédération de Russie et le Secrétariat de l'ONU sur la promotion des produits alimentaires et des engrais russes sur les marchés mondiaux » - un mémorandum signé pour une durée de 3 ans entre la Russie et l'ONU qui prévoit l'engagement de l'ONU dans le processus de suppression des entraves mises en place par l'Occident collectif vis-à-vis des exportations de produits alimentaires, dont les céréales, et les engrais russes. Cette seconde partie de l'accord concerne donc les intérêts russes et est constituée de 5 exigences de Moscou qui ont reçu une approbation tacite de principe des parties directement concernées, mais non-signataires durant la négociation qui a eu lieu.

Quelles sont ces exigences ?

1. La reconnexion de la banque russe Rosselkhozbank au SWIFT.
2. Le déblocage des avoirs et des comptes tenus à l'étranger des entreprises russes liées à la production et au transport de produits alimentaires et d'engrais.
3. La suppression des restrictions vis-à-vis de l'exportation vers la Russie des machines agricoles et pièces détachées.
4. La restauration et la remise en service du pipeline d'ammoniac Togliatti-Odessa.

5. La levée des restrictions sur l'assurance et la réassurance des navires marchands russes, ainsi que la levée de l'interdiction de leur accès aux ports maritimes.

La condition sine qua non de la poursuite de la réalisation de l'accord par le signataire russe était l'exécution de l'intégralité de ces points : non seulement ceux de la première partie qui est en faveur de l'Ukraine, lui apportant des revenus directement investis dans la guerre contre la Russie, mais également de la seconde partie qui est au bénéfice de Moscou.

La signification des exigences russes

Voyons les détails des cinq exigences russes et, surtout, leur réelle signification.

1. La reconnexion de la banque russe Roselkhozbank au SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) signifierait la levée, au moins partielle, des sanctions contre la banque russe Roselkhozbank - la banque clé dans le cadre des transactions financières au niveau des exportations russes du secteur agroalimentaire. En privant l'intégralité des banques russes de l'accès au SWIFT, c'est bien d'une manière délibérée que l'Occident collectif a mis en place, de ce fait, des restrictions qui privaient automatiquement une partie du monde des céréales et engrais agricoles de la production russe et dont plusieurs dizaines de millions de personnes sur la planète en dépendent directement. Les transactions interbancaires rendus impossibles ce sont les paiements aux russes et donc les achats par les intéressés qui sont devenus impossibles.

2. Le blocage des avoirs et des comptes tenus à l'étranger des entreprises russes liées à la production et au transport des produits alimentaires et des engrais agricoles était une mesure non seulement pour empêcher les transactions d'achat et vente de céréales et de fertilisants russes, ainsi que leur transport vers les pays-acheteurs, mais également pour mettre une grave entrave au développement futur du secteur agricole et à la production des engrais en Russie : les fonds importants confiés par les entreprises russes des secteurs concernés à des banques occidentales ont été spoliés.

En cas de réussite de cette initiative, le résultat direct espéré par le camp « atlantiste » devait être néfaste pour le secteur agricole et l'industrie des engrais russes, soit une importante récession des secteurs en question et une réduction considérable de la production et donc des exportations à l'avenir. Le fait que les pays-acheteurs traditionnels qui en dépendent directement serait mis dans une grave pénurie non pas ponctuelle pour les années de guerre, mais à très long terme, n'a pas été considéré par les décideurs occidentaux digne d'attention.

3. Pendant les trois dernières décennies la Fédération de Russie était un grand acheteur de machines et d'équipements agricoles de fabrication occidentale. Ainsi, une réelle dépendance vis-à-vis des pièces

Huit mois plus tard, le 5 juin 2023, les forces armées ukrainiennes ont fait exploser plusieurs sections du pipeline se situant dans la région de Kharkov. Selon les spécialistes, les réparations des dégâts causés à l'infrastructure prendront de 30 à 90 jours, sous condition de la sécurisation de la zone des travaux.

détachées nécessaires au bon fonctionnement des appareils occidentaux acquis a été instaurée. L'objectif direct du blocage des ventes des pièces de rechange est la mise maximale hors état de service des machines et du matériel agricole vendus aux russes et, ainsi, la diminution maximale des récoltes russes avec les conséquences ultimes néfastes déjà mentionnées. Il s'est avéré factuel pour les acteurs économiques du monde non-occidental : il est devenu dangereux de travailler avec les entreprises occidentales au risque de connaître de graves problèmes vis-à-vis des chantages économiques et commerciaux orchestrés en permanence par des élites « atlantistes » qui détruisent, par la même occasion, la réputation des acteurs économiques occidentaux qui ont, par le passé, été considérés comme fiables. La Fédération de Russie, comme le reste du monde, tire les conclusions et prend ses dispositions pour l'avenir. Depuis plus d'un an les Russes ont enclenché le processus de substitution du matériel « toxique » (de même que pour d'autres secteurs, dont aéronautique), néanmoins, étant pris au piège, il s'est avéré nécessaire de forcer l'adversaire à faire des concessions pour minimiser les retombées négatives sur le secteur agricole. La suppression des restrictions vis-à-vis de l'exportation vers la Russie des machines agricoles et, surtout, des pièces détachées était donc incluse dans les exigences russes dans le cadre de « l'Accord céréalier ».

4. En ce qui concerne le pipeline d'ammoniac Togliatti-Odessa (Russie-Ukraine). Dès le début de l'opération militaire russe, le transit d'ammoniac via ce pipeline stratégique d'une longueur totale de 2417km, construit de 1975 à 1981 - le plus long pipeline d'ammoniac au monde - a été stoppé par l'initiative ukrainienne. Le 16 septembre 2022, le président ukrainien Vladimir Zelensky a posé ses conditions de rétablissement de l'acheminement d'ammoniac russe : un échange de prisonniers selon la formule « tous contre tous ». Malgré le plus important échange de prisonniers de guerre dans le conflit en cours qui a suivi, le 22 septembre 2022 (Kiev a reçu 215 de ses combattants, dont les membres des bataillons ultranationalistes et néonazis) - la reprise du transport d'ammoniac via le pipeline n'a jamais eu lieu. La déclaration du président Zelensky précédant l'échange de prisonniers était, tout simplement, mensongère.

Huit mois plus tard, le 5 juin 2023, les forces armées ukrainiennes ont fait exploser plusieurs sections du pipeline se situant dans la région de Kharkov. Selon les spécialistes, les réparations des dégâts causés à l'infrastructure prendront de 30 à 90 jours, sous condition de la sécurisation de la zone des travaux. Ainsi, Kiev a pris ses dispositions pour la non remise en service immédiat en cas d'une obligation de l'engagement politique future dans ce sens. Quelle est l'importance de ce pipeline ? L'importance de cette infrastructure est d'ordre stratégique pour le marché international des fertilisants et ne peut être sous-estimée en tant qu'outil de la lutte contre la faim à l'échelle mondiale. Avec sa capacité de transport allant jusqu'à 2,52 millions de tonnes d'ammo-

niac par an, les engrais agricoles produits avec sont en mesure de faire pousser des cultures en quantité suffisante pour nourrir près de 45 millions de personnes par an, sans le recours à des importations alimentaires.

Si avant l'explosion du pipeline, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a fait des déclarations sur l'importance de sa préservation et de la continuation de son fonctionnement - depuis son sabotage l'ONU reste silencieuse au sujet de sa restauration. Ce silence pourrait paraître étonnant, mais il ne l'est pas : tout au long des dernières années il a été démontré à maintes reprises que les fonctions-clés dans l'administration de l'Organisation des Nations Unies sont occupées par des personnes soumises à la volonté du camp occidental américano-centrique, dont Antonio Guterres lui-même fait partie.

5. La dernière exigence russe est la levée des restrictions sur l'assurance et la réassurance des navires marchands russes, ainsi que la levée de l'interdiction de leur accès aux ports maritimes soumis aux sanctions.

Il faut rappeler que ce n'est pas une simple possession de navires marchands qui permet de réaliser le transport maritime de marchandises (cargos), mais toute une série d'éléments-clés interdépendants, dont l'assurance maritime. Et, d'une manière traditionnelle, ce sont les entreprises occidentales qui dominent ce marché (dont le montant global du marché mondial a atteint 35,8 milliards USD en termes de primes d'assurances en 2022). De même que pour les banques russes qui ont été privées de l'accès au SWIFT, les navires marchands sous pavillon russe ont vu s'interdire les assurances, dont ils bénéficiaient auparavant, ce qui est une grave entrave directe à l'exportation des céréales et engrais agricoles russes.

Malheureusement pour l'initiative morbide des décideurs de l'Occident américano-centrique, la Russie contourne très efficacement les sanctions illégales selon le droit international, en utilisant ce que les occidentaux appellent la flotte « grey » et « dark » (création d'entreprises internationales du secteur maritime hors Russie, principalement au Panama, Libéria et Îles Marshall ; l'acquisition de navires sous anonymat, ...). En ce qui concerne la levée de l'interdiction de l'accès des navires russe aux ports maritimes occidentaux, ce n'est pas vraiment le rétablissement du commerce russo-occidental que vise la Russie dans ses exigences, mais le déblocage et le départ des navires russes illégalement immobilisés dans les ports occidentaux.

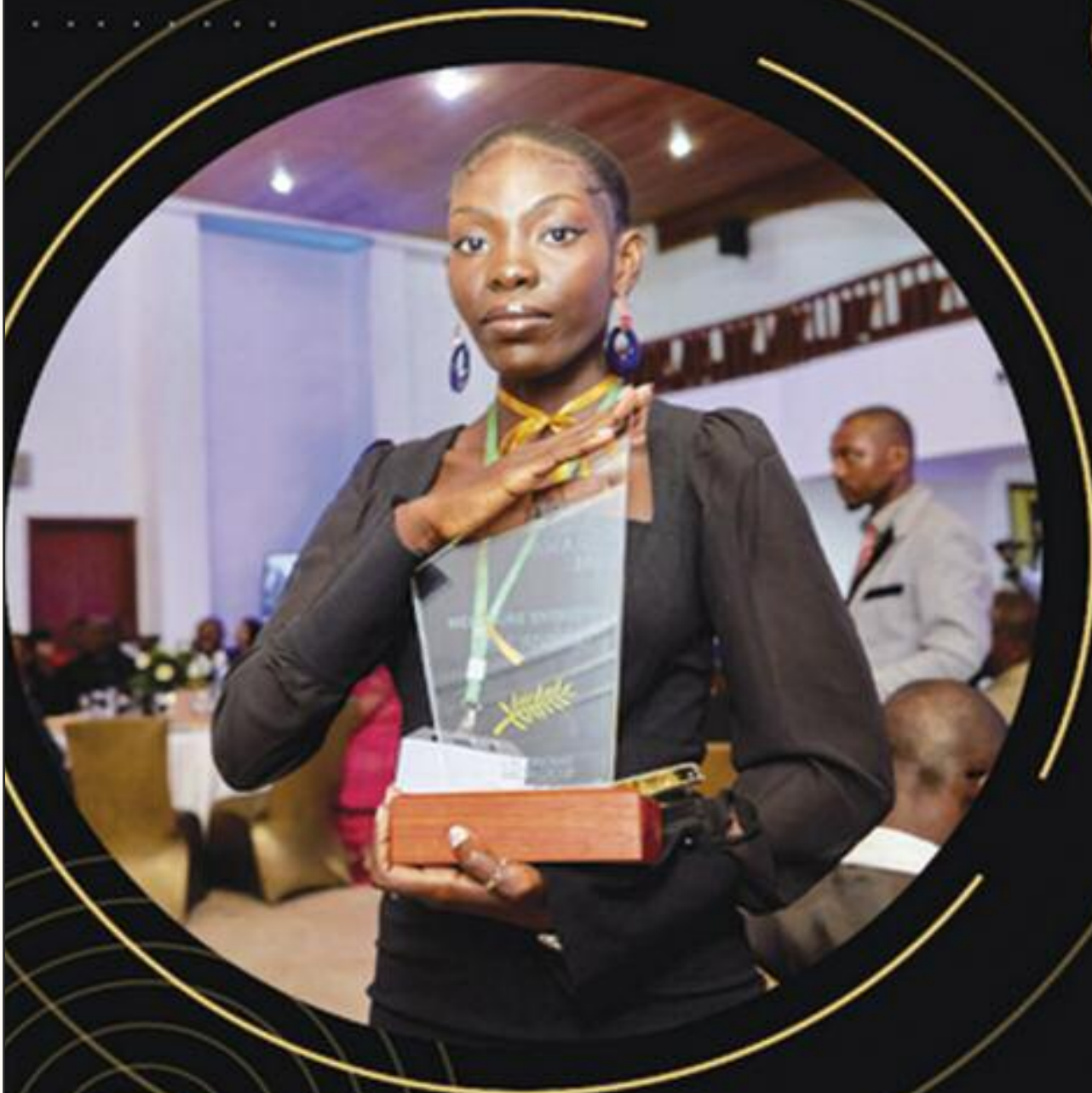
(La suite dans le prochain numéro)

Par
Oleg Nesterenko Président du CCIE.
Ancien directeur de l'MBA,
ancien professeur auprès des masters
des Grandes Ecoles de Commerce de
Paris; spécialiste de la Russie,
CEI et de l'Afrique subsaharienne.

L'ÉCONOMIE BUSINESS AWARDS



2^{ÈME}
EDITION



MASTERCLASS
EN MANAGEMENT



ANIMATIONS
CULTURELLES



REMISE DES
TROPHÉES



DINER DE GALA



HÔTEL BEST WESTERN
DOUALA

29 NOVEMBRE 2023

LE RENDEZ-VOUS DE L'EXCELLENCE
ENTREPRENEURIALE !!!



Suivez-nous
www.leconomie.info

L'ÉCONOMIE
MEDIA GROUP

